

# Yangzhou en liberté (très) surveillée

La Chine veut noter le comportement personnel de ses citoyens. Une mesure liberticide, déjà testée tout près de Yangzhou, ville partenaire d'Orléans. Le maire réagit.

## ENTRETIEN

Propos recueillis par Florent Buisson  
florent.buisson@centrefrance.com

C'est le Washington Post qui a révélé l'information. L'État chinois veut généraliser un système de notation des citoyens, en fonction de leur comportement personnel. Testé depuis 2010 dans un comté tout près de Yangzhou, la ville partenaire d'Orléans, ce procédé empêche la progression professionnelle ou l'accès à certains postes publics. A contrario, les bons élèves ont la possibilité de mettre leurs enfants dans les meilleures écoles, ou ont droit à des chambres d'hôtels de luxe...

Le maire d'Orléans, Olivier Carré, réagit à cette initiative, mais ne remet pas en cause le partenariat avec Yangzhou.

■ **Étiez-vous au courant de ce système de notation, testé près de Yangzhou depuis 2010 ?** Pas du tout, je suis assez étonné. Je pensais même qu'on allait plutôt dans l'autre sens. Pour avoir discuté sur place avec des intermédiaires, des "petites mains", j'avais l'impression qu'il n'était plus forcément nécessaire de faire partie du parti communiste pour évoluer. J'ai l'impression



**DUO.** Le maire, ici avec un haut dignitaire de Yangzhou, en Chine, se dit surpris par l'initiative prise par le gouvernement chinois, qui veut noter ses citoyens. Mais cela ne remet pas en cause le partenariat entre les deux villes.

que les jeunes sont de moins en moins nombreux à adhérer, qu'ils ont suffisamment de liberté d'agir pour ne pas avoir le besoin d'avoir des passe-droits, ou de se rebeller. Même pour Internet, chacun ou presque a sa petite combine pour contourner les restrictions d'accès...

■ **Qu'avez-vous ressenti sur place ?**

Ce qui est très prégnant là-bas, même si je ne suis resté qu'un mois en tout, au-delà de l'accès à une partie d'Internet qui est impossible, c'est que l'on ne sent pas une chape de plomb extraordinaire, même si je n'y

vis pas, une fois de plus. Il y a la liberté du commerce, et à l'instar de ce qui se passe dans nos villes, c'est leur quotidien qui intéresse les Chinois.

■ **Jusqu'où peut-on établir un partenariat avec une ville d'un pays totalitaire ?**

Selon moi, je le répète, il n'y a pas là-bas d'atmosphère fascisante. Et lorsque l'on développe le tourisme chinois en France, par l'instauration de normes, je n'ai pas l'impression qu'on piétine les droits de l'Homme. Quand j'aide à la formation d'ados chinois à la cuisine française, quand on aide à

l'émancipation d'habitants qui ont une vision assez restreinte du reste du monde, on ne piétine pas les droits de l'Homme. C'est même une invitation à s'ouvrir, et c'est aussi l'intérêt des petits Français que d'avoir des cours de chinois. En clair, je n'ai pas l'impression qu'on serve un État. Et par le passé, la Ville d'Orléans a su réagir fortement à l'arrivée d'une municipalité fasciste, à Trévise (\*).

■ **Qu'avez-vous ressenti au contact des représentants de Yangzhou ?**

Ils suivent beaucoup de recommandations du parti, certains

sont élus et fonctionnaires du parti. Mais quand on établit un partenariat avec Yangzhou, on ne le fait pas parce que le pays est replié sur lui-même, ni par militantisme. Je le fais parce que les enfants apprennent le chinois en France, que ce pays connaît un développement extraordinaire. Et parce qu'Orléans et Yangzhou symbolisent deux grandes civilisations millénaires, tout ça dépasse 50 ans de communisme.

« S'ils coupent les échanges entre enfants, on laissera tomber, bien sûr »

■ **Avez-vous été confronté à des pratiques autoritaires, sur place ?**

Je suis allé aussi à Kunming, dans la campagne chinoise. Il n'y avait pas d'accès à Internet du tout, et de temps à autre, nous étions escortés par des policiers dans la montagne parce qu'il y avait des "brigands". À Shanghai, j'étais surpris par l'accès très limité à Internet...

■ **Avez-vous fixé une ligne de rupture, dans ce partenariat ?**

Si à un moment ils se mettent à couper les échanges entre enfants d'ici et là-bas, s'ils font des rafles d'opposants politiques, ou autres, oui, on laissera tout tomber, bien sûr. ■

(\* En 1999, Orléans, alors dirigée par Jean-Pierre Sueur (PS), coupe les ponts avec sa ville jumelle italienne, après l'élection d'un représentant de l'extrême droite. Rétablies en 2003, les relations seront à nouveau rompues au milieu des années 2000, par Serge Grouard.